

ÉGYPTTE

Le terrorisme menace de nouveau le tourisme

L'attentat terroriste qui a coûté la vie dimanche dernier près du grand bazar du Caire à une jeune Française menace de nouveau le secteur clef du tourisme en Egypte, déjà affecté par la crise économique mondiale.

C'est dans l'emblématique Khan al-Khalili, où affluent inmanquablement les touristes pour y acheter des souvenirs, qu'un attentat terroriste a frappé une cinquantaine d'adolescents français. «Ceux qui ont fait cela, peut-être des islamistes isolés, n'ont pas visé des Français, mais leur cible était clairement des touristes étrangers», affirme à l'AFP Dhia Rachwan, un expert de l'islamisme radical.

Une adolescente de 17 ans a trouvé la mort dans l'explosion de l'engin artisanal placé selon la police sous un banc de pierre, 25 autres touristes, surtout des jeunes Français, ont été blessés. Hier matin, la place al-Husseïn, où se regroupent d'ordinaire les touristes avant de pénétrer dans les souks, était quasiment désertée par les visiteurs étrangers.

Le ministre du Tourisme, Zoheir Garranah, a «condamné avec force» cet attentat, espérant qu'il n'aurait pas d'impact négatif pour l'Egypte, alors que la crise mondiale produit déjà ses effets et exacerbe la concurrence. «Nous n'avons pas eu d'annulations mais c'est terrible qu'un acte comme cela, même isolé, peut détruire des années de travail alors que la crise est déjà là», souligne Amal, directrice de l'agence de voyages Fadimar Tours. La fréquentation touristique de la vallée du Nil et de la mer Rouge a chuté de 30 à 50% en ce début d'année alors que 2008 avait battu un record d'affluence avec 12,8 millions de touristes, en hausse de 15,3%. Les tour-opérateurs français prévoient d'aménager leurs programmes de visites en Egypte, mais pas



Khan al Khalili lors de l'attentat de dimanche dernier.

d'annulations de voyage, selon le président de l'Association des tour-opérateurs français (CETO), René-Marc Chikli. Déjà en 2005, un kamikaze avait choisi les abords de ce souk aux étroites venelles bordées d'échoppes à souvenirs pour commettre un attentat ayant causé la mort de deux Français et d'un Américain. «C'était une petite cellule familiale islamiste, l'attentat de dimanche paraît très comparable dans le choix du lieu et le mode opératoire très primitif», souligne Dhia Rachwan. De 2004 à 2006, les grandes cités balnéaires du Sinaï, Charm el-Cheikh, Taba et Dahab avaient aussi été le théâtre d'attentats sanglants orchestrés par un groupe islamiste qui avait fait au total quelque 130 morts. Chaque fois, ces attaques avaient révélé des faiblesses dans le maillage sécuritaire d'apparence très étroit sur les lieux les plus fréquentés du Caire, de la vallée du Nil ou du littoral de

la mer Rouge. «Il peut toujours avoir une faille car la sécurité à 100 % n'existe nulle part, mais la sécurisation doit être un travail incessant», note le président du syndicat des hôteliers, Fathi Nour. Mais selon lui, «les touristes ne sont plus intimidés, et ne veulent plus l'être. Pour preuve, l'impact des attentats se réduit, trois ans de baisse après l'attentat de 1997 à Louxor, et seulement un mois pour celui de Dahab en 2006». Or, le tourisme est en Egypte un secteur clef qui a rapporté 11 milliards de dollars pour l'année fiscale 2008, soit 11,1% du PNB, et emploie 12,6% de la population active.

Par rapport à l'année 2000, le nombre de touristes a triplé et l'an dernier 1,8 million de Russes sont venus se faire bronzer sur les bords de la mer Rouge, devant 1,2 million d'Allemands ou de Britanniques, 1 million d'Italiens ou 600 000 Français.

Photo : DR

Ouverture à Paris d'une enquête antiterroriste

Le parquet antiterroriste de Paris a ouvert une enquête préliminaire après l'attentat, dimanche au Caire, qui a tué une jeune touriste française et blessé 25 personnes, majoritairement de jeunes Français, a indiqué hier une source judiciaire.

Ce type d'enquête, ouverte quasi automatiquement dès qu'un attentat frappe des Français à l'étranger, vise à fournir un cadre juridique notamment pour permettre d'éventuelles poursuites en France contre les auteurs de l'acte. Des policiers français devaient rapidement entendre les membres du groupe de jeunes touristes, principalement originaires de la ville de

Levallois-Perret en banlieue parisienne, rapatriés hier matin, selon cette source. Une cinquantaine d'entre eux ont regagné la France tandis que 15 autres sont restés au Caire, dont trois encore hospitalisés après cette explosion de grenade qui a coûté la vie à une adolescente française de 17 ans. Cet attentat, le premier contre des étrangers au Caire depuis quatre ans, et en Egypte depuis 2006, s'est produit en début de soirée à proximité du souk.

La police égyptienne a annoncé avoir arrêté trois hommes suspectés d'être impliqués dans cet attentat, qui n'avait toujours pas été revendiqué hier à la mi-journée. Selon la police égyptienne, l'attentat a été causé par un engin artisanal déposé sous un banc. Des

témoins affirment de leur côté que l'engin avait été lancé en direction du groupe de touristes et il n'y a aucune raison de penser que des Français étaient visés. Le ministère français des Affaires étrangères a affirmé hier n'avoir aucune raison de penser que les victimes de l'attentat de dimanche au Caire aient été visées du fait de leur nationalité. «Nous n'avons aucune raison de penser que les victimes de cet acte aient été visées du fait de leur nationalité», a déclaré à la presse le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, Eric Chevallier. «Nous faisons confiance aux autorités égyptiennes pour élucider les circonstances de cet attentat et pour prendre les mesures nécessaires afin d'assurer la

sécurité des touristes étrangers présents au Caire», a-t-il ajouté. Le porte-parole a précisé que le site du ministère «conseils aux voyageurs» avait été modifié et qu'il appelait désormais les touristes à «faire preuve d'une très grande prudence et à éviter les lieux d'attroupement». L'attentat, qui a eu lieu dimanche soir près du souk du Caire, a tué une jeune touriste française et fait 25 blessés, dont 17 jeunes Français. Douze d'entre eux «ont dû rester au Caire pour l'instant», a précisé le porte-parole. «Trois d'entre eux sont encore hospitalisés. Neuf ont pu sortir de l'hôpital et retourner à leur hôtel dans l'attente d'un accord médical pour leur rapatriement qui sera très prochainement organisé», a-t-il indiqué.

BAHREÏN

Un opposant chiite rejette les accusations de complot

Un opposant chiite bahreïni a rejeté les accusations de complot portées contre lui à l'ouverture hier à Manama de son procès avec 34 autres personnes, a indiqué son avocat.

«Mon client, Hassan Mesheima, a nié toutes les charges portées contre lui et affirmé qu'il s'agit d'un procès politique», a déclaré à l'AFP M° Jalila Said, en parlant du secrétaire général du Mouvement des libertés et de la démocratie (MLD). «Les

autres accusés ont fait de même à l'exception d'un qui a reconnu avoir brûlé un pneu», a-t-elle dit, rappelant qu'ils sont accusés d'avoir planifié des attentats le 16 décembre dernier, jour de la fête nationale.

L'avocate a indiqué avoir demandé une nouvelle enquête dans cette affaire, les accusés contestant la diffusion, sans leur connaissance, d'aveux télévisés.

Selon elle, les enquêteurs ont fait croire aux accusés que ces aveux étaient destinés à un haut responsable qui voulait leur

pardonner. Pendant l'audience, tenue au milieu de strictes mesures de sécurité, les prévenus ont été formellement accusés de tentative de complot contre le régime.

La prochaine audience a été fixée au 24 mars. Le MLD est né fin 2005 d'une scission au sein du principal mouvement chiite, l'Association de l'entente nationale islamique (17 des 40 sièges au Parlement). Bahreïn est un petit royaume du Golfe à majorité chiite mais dirigé par une dynastie sunnite.

IRAN

Les activités nucléaires «pacifiques» se poursuivent toujours, selon un officiel

L'Iran poursuit toujours ses activités nucléaires «pacifiques» et coopère de façon «claire» avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sur la base du Traité de non-prolifération nucléaire, a affirmé hier le ministère iranien des Affaires étrangères. Dans une déclaration à l'agence de presse officielle IRNA, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Hassan Qashqavi, a tenu à démentir les rumeurs selon lesquelles les activités nucléaires de Téhéran sont au ralenti. Les activités nucléaires «pacifiques» de l'Iran se poursuivent «comme prévu» et sont placées sous la supervision de l'AIEA, a-t-il assuré. «Notre coopération avec l'AIEA a comme base le Traité de non-prolifération et l'Accord de sauvegarde qui y est lié», a-t-il encore souligné.

Dans son dernier rapport publié jeudi à Vienne (Autriche), l'AIEA dit regretter «qu'en raison de l'absence continue de coopération de la part de l'Iran», l'agence n'a pas été en mesure de faire des progrès «substantiels» dans l'enquête qu'elle mène depuis plusieurs années sur d'éventuels aspects militaires du programme nucléaire iranien. «Rien n'est caché.

Nous coopérons (avec l'AIEA) dans le cadre du Traité de non-prolifération et chaque chose est claire et exacte», a répété M. Qashqavi. Les Etats-Unis et l'Union européenne accusent l'Iran de développer des activités nucléaires qui pourraient lui servir à obtenir l'arme nucléaire. Mais Téhéran insiste sur le caractère purement civil de son programme nucléaire.

ARMEMENT

Les Émirats annoncent des achats d'armes pour 692 millions de dollars

Les Emirats arabes unis ont annoncé hier des contrats d'armement de 2,54 milliards de dirhams (692 millions de dollars), dont le principal porte sur la construction par une compagnie locale de 12 vedettes militaires et la modernisation de 12 autres. Cette annonce a été faite par le général Obeid al-Ketbi, porte-parole du Salon de l'armement IDEX 2009, qui s'est ouvert dimanche à Abu Dhabi.

Le principal contrat bénéficie au chantier naval Abu Dhabi Ship Building. D'un montant de 935 millions de dirhams (254,8 millions de dollars), il porte sur la construction de 12 vedettes pour la marine de guerre émiratie et la modernisation de 12 autres, a-t-il précisé.

La valeur totale des contrats au bénéfice des forces armées des Emirats se monte à 2,54 milliards de dirhams (692 millions de dollars), a indiqué le général Ketbi. Deux autres contrats d'une valeur de 469 millions de dirhams (127,8 millions de dollars) sont en négociation a encore ajouté le général, sans préciser leur nature.

L>IDEX 2009, présenté comme le plus gros salon de l'armement du Moyen-Orient s'est ouvert dimanche avec la participation de 900 exposants de 50 pays, alors que la crise financière internationale risque de limiter le pouvoir d'achat des pays de la région, gros acquéreurs d'armes.